

Si toutes les bombes étaient des graines...

≡ Léditorial de Pierre Coopman, rédacteur en chef de Défis Sud ≡



Basculons-nous toujours plus dans le pire ? Ou la situation est-elle déjà tellement grave que demain ne peut être que meilleur ? Les deux premiers articles de notre édition 2025 résument bien ce questionnement tragique. « Vous rirez peut-être de ma naïveté, avoue l'expert éthiopien Million Belay, mais le seul point positif potentiel que j'entrevois est que Trump pourrait ne pas s'immiscer dans les affaires de notre continent {africain} autant que les Démocrates étasuniens l'ont fait » (page 6). Puis c'est l'analyste Antoinette Van Haute qui déniche un peu d'espoir dans l'incertaine nouvelle politique de coopération au développement du gouvernement belge : « Il est positif que le climat, considéré comme un des trois biens publics mondiaux prioritaires auxquels contribuera la Coopération belge, inclue la biodiversité et les systèmes alimentaires durables (...) » (page 14).

Maigres consolations. Les temps sont aux catastrophes climatiques, à l'abandon des déshérités, à l'autoritarisme, aux déclarations incendiaires, aux faits accomplis, aux répressions, aux guerres, aux nettoyages ethniques, aux génocides... La course vers l'autodestruction s'accélère. Depuis quelques années déjà, l'actualité nous réserve chaque jour sa nouvelle que le désespoir commente par ce dicton défaitiste : « Pire qu'hier mais mieux que demain ».

Pour réussir à traverser le tunnel du pire, qui paraît interminable, il faut sans cesse trouver des pistes d'action. Notre dossier sur l'innovation au service du monde paysan préconise des alternatives positives. Face aux limites écologiques et sociales de l'agro-industrie, ce dossier se penche sur les propositions formulées par les mouvements « low-techs » pour l'agriculture.

« Low-tech » est l'anglicisme en vogue pour ce que l'on appelle les technologies appropriées, les pratiques centrées sur la sobriété, la résilience, l'accessibilité et la minimisation des impacts environnementaux.

Parler de « low-tech » en l'agriculture nécessite un effort de définition (page 50). Quels sont les critères qui doivent être appliqués ? Et ceux-ci sont-ils identiques dans les territoires favorisés ou défavorisés de la planète ? À contextes différents en République démocratique du Congo et en Belgique, les aspirations sont-elles toujours les mêmes (page 59) ? Aujourd'hui, une cohabitation avec la high-tech est inévitable, mais en parvenant à ne pas trahir l'objectif initial de sobriété technologique.

Un avenir meilleur ne sera pas seulement plus sobre mais aussi mieux réglementé et équitable. Cette année, une nouvelle rubrique de Défis Sud, intitulée « De quel droit » présente une proposition de Convention internationale sur la diversité et la durabilité agricoles et alimentaires. À contre-courant des cadres actuels dominés par les logiques commerciales¹, cette Convention veut redéfinir les priorités globales de l'alimentation et remettre le droit au service du vivant.

Car un monde meilleur ne pourra pas être constitué de moins de règles. Comme l'ont tristement illustré Trump, Musk et consorts en 2025, leur « anarchisme libertarien » est le faux-nez de la loi du plus fort. Leur suprémacisme détruit le multilatéralisme, réduit à néant un ordre mondial basé sur le respect du droit international, pourtant demandé par les pays les plus fragiles.

Plus que jamais les garanties de protection des plus faibles, les droits humains, les droits à vivre et à se nourrir doivent être revendiqués contre les dominations destructrices, les bombes et les guerres de toutes sortes.

¹ Un exemple de primauté de la logique commerciale est la directive Omnibus, proposée par la Commission européenne le 26 février 2025, qui vise à simplifier les réglementations européennes dans divers domaines, notamment la finance durable et le devoir de vigilance des entreprises.